

3 chefs de cantons et un chef de village de la préfecture d'Agou ont reçu leur arrêté

P.4



LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINNE 2021

Les investisseurs voient une opportunité claire de profiter de la ZLECAf

La Foire commerciale intra-africaine (IATF) 2021, qui a eu lieu du 15 au 21 novembre 2021, a accueilli le 18 novembre une journée consacrée aux investissements et aux opportunités d'investissement : le Forum d'investissement s'est penché sur l'investissement en Afrique paysage, en mettant l'accent sur les opportunités dans quatre secteurs stratégiques : l'agriculture, la

logistique, la technologie et le tourisme. Avec plus de 10 000 participants inscrits, l'IATF était le plus grand événement B2B et B2G en Afrique de l'année. La cérémonie d'ouverture a réuni sept chefs de gouvernement du Malawi, du Nigéria, du Rwanda, d'Afrique du Sud, de Zambie, de Zanzibar et du Zimbabwe... P.5

TOGO : ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE



L'INAM, l'efficacité dans la continuité

P.6

FORMATIONS PROFESSIONNELLES ET CERTIFICATIONS SPÉCIALISÉES DE COURTE DURÉE

Lomé Business School offre une alternative crédible aux jeunes et aux entrepreneurs

P.2

La problématique de l'emploi est le casse-tête de toute planification politique. Le Togo à l'instar de bons nombres de pays sous-développés continue par faire de cette question l'épine dorsale des intentions de nos gouvernants qui malgré tout est très peu triomphante.

LUTTE CONTRE LA COVID-19

"Un T-Shirt Covid-19, plusieurs éduqués", l'Artiste plasticien Adotévi crée l'événement

P.4



La «Chinafrique», l'heure de la remise en cause ?

P.3

Le sommet biannuel de la Chine-Afrique a commencé hier à Dakar dans un format plus modeste que les précédents, il se tient au niveau ministériel. L'absence de Xi Jinping est-elle un signe d'essoufflement des relations économiques ?

FORMATIONS PROFESSIONNELLES ET CERTIFICATIONS SPÉCIALISÉES DE COURTE DURÉE

Lomé Business School offre une alternative crédible aux jeunes et aux entrepreneurs

La problématique de l'emploi est le casse-tête de toute planification politique. Le Togo à l'instar de bons nombres de pays sous-développés continue par faire de cette question l'épine dorsale des intentions de nos gouvernants qui malgré tout est très peu triomphante.

L'école supérieure "Lomé Business School (LBS)" se pose en alternative crédible en offrant des formations diplômantes et certifiantes de hautes qualités. De nouvelles offres qui ouvrent de nouvelles perspectives plus adaptées au marché de l'emploi et aux besoins des entreprises.

Il s'agit de formations et certifications spécialisées pour les managers et équipes opérationnelles.

Une soirée "After Work" a été l'occasion offerte aux entrepreneurs, directeurs de sociétés publiques et privées, étudiants etc. pour se renseigner de ses offres alléchantes qui à tout point de vue vient révolutionner un environnement togolais tourné vers des offres et des demandes tournées vers la pratique.

C'est une grande première au Togo qui ne doit pas échapper à personne en ce moment d'intense mutation de paradigme et de forte industrialisation du pays.

Le Directeur général de Lomé Business School M. Ful-



gence Amani a signifié que "Ces formations professionnelles et certifiantes seront données sur une durée courte (3 à 5 jours pour les plus courtes et 12 semaines pour les plus longues). Elles sont destinées aux entreprises et aux jeunes, qui après leurs études veulent se former dans un autre domaine spécifique pour mieux répondre aux exigences du marché de l'emploi ou pour obtenir une promotion dans le cas où ils auraient déjà un emploi. L'autre aspect qui pousse au lancement de ces offres, c'est qu'aujourd'hui, les métiers bougent; donc notre école avec ses relations et son réseau international, dispose de compétences pour accompagner les entreprises et les professionnels dans

cette évolution quotidienne du monde du travail".

LBS offre l'opportunité à toute personne d'exprimer ses besoins et s'engage à lui offrir la clé pour son ascension fulgurante dans tous les domaines.

"Le monde est de plus en plus concurrentiel, et même en tant que collaborateur, l'on a besoin de faire des mises à jour. Le diplômé doit être détenteur d'un certificat ce qui lui permettra de justifier et de prouver qu'il a de l'expertise dans un domaine précis. Un collaborateur a également besoin d'un certificat pour pouvoir affronter un nouveau challenge, par exemple pour devenir manager", a indiqué pour sa part, la Secrétaire générale de LBS,



Mme Adjouon Afi Patience qui est par ailleurs cofondatrice de cette école.

Mieux connaître Lomé Business School

Lomé Business School (LBS) est un établissement d'enseignement supérieur international basé à Lomé (Togo), avec des formations post-bac en management et en systèmes d'information. Avec des formations aux standards mondiaux et adaptées aux mutations économiques et technologiques, LBS est un partenaire crédible des entreprises et des Grandes Ecoles françaises. LBS est une école dans laquelle le talent et la passion ont leur place pour innover, pour développer la capacité à oser. En outre, le projet LBS repose

sur la Diversité, l'Audace et le Talent qui sont des valeurs essentielles pour innover, pour développer la capacité à oser.

A LBS, nous savons comme vous qu'un nouveau monde est en train d'émerger, et qu'il nous incombe de former des jeunes capables de repenser les modèles économiques et créer des solutions innovantes. Ainsi nous proposons dans notre modèle, des moments d'interrogation sur les processus existants à travers des projets d'innovation confiés à chaque étudiant.

A l'instar des formations, LBS vous offre l'opportunité de poursuivre vos études à l'international, des stages en alternance et visite d'entreprise.

Adam Adjrounou

WAARI 2021

7ème édition de la résidence internationale des arts visuels sous le sceau de la COVID-19

La lutte contre la COVID-19 continuent d'écumer l'agenda de tous les acteurs ou presque. C'est sans compter avec le détermination des artistes plasticiens dessinateurs regroupés dans le Cercle d'arts contemporain (CACO). Ils l'ont une fois encore exprimé lors de la 7ème édition de la résidence internationale des arts visuels WAARI ou des emblématiques œuvres issues de leur talents ont été restituées. Ce fut le vendredi 19 novembre 2021 dans l'enceinte de l'ONG ANGE.

"Art et pandémie". C'est le thème retenu par le Cercle d'art contemporain en partenariat avec le Fonds d'aide à la culture (FAC), l'ONG ANGE dans le cadre de la 7ème édition de la Résidence internationale des arts visuels dénommée WAARI (vient voir en Ifé, une dialecte togolaise). La restitution des œuvres s'est dé-

roulée le vendredi 19 novembre 2021, à Lomé, à travers une exposition-vente.

Mieux connaître WAARI

Le génie créateur des artistes togolais a été à l'apogée exprimé par les membres du CACO à travers cette exposition.

WAARI, est une résidence thématique qui se déroule chaque année dans un village. En temps normal, les artistes se rendent dans un village où ils restent pendant deux (02) semaines pour créer les œuvres avant de revenir à Lomé pour les présenter dans une exposition. Cette année, a précisé, Agbégnyan ALIHONOU, artiste plasticien et membre du CACO, à défaut d'un accompagnement financier conséquent, tout a été fait à Lomé, et chaque artiste dans son atelier, a réalisé ses œuvres. "Ce qui a été fait dans les ateliers, on a



voulu le restituer aujourd'hui dans une exposition", a-t-il souligné.

Pour lui, les artistes ont essayé d'être dans le thème et les mesures à prendre pour lutter contre la pandémie. "C'est une exposition-vente qui vient restituer notre projet de résidence", a affirmé M. ALIHONOU.

Par ailleurs, vu l'état d'urgence toujours en cours avec des mesures restrictives prises par le gouvernement, il compte reprogrammer "une

exposition digne de ce nom", après le levée de ces mesures restrictives.

Pour rappel, 17 membres du CACO ont participé au projet "WAARI 2021". Il s'agit de MODENOU Komlan (Modénou), ADOTEVI-AKUE Adokoé (Adotévi), AGBOYIBO Tete Komlan (Tete Geraldo), TEKO Assion (TEKO Assion), SOSSOU Kokou Vigniglo (SKV Adjass), AKPO Komi (A. Georges), SEGBAYA Kokou Ehonam (SEGBAYA H.), ALIHONOU Agbégnyan (C.

Alihonou), GBEDOH Komlan Messan (Eloi GBEDOH), ABOUBAKAR Awal (LAWAL), MIHESSO kokou (SANTOS), YERIMA Rouquaiya Yasmine (YERIMA Rouquaiya), AMARVI Jules Adama (AMARVI), DABLA Angelo (DABLA Angelo), DRISSOU Dénise (DRISSOU Dénise).

Le Cercle d'art contemporain (CACO) est une association des arts visuels créée en mai 2008 qui regroupe une vingtaine d'artistes professionnels d'horizons et de pays différents. Elle lutte pour l'efficacité de la création artistique, soutenant les esprits créatifs et toute production artistique visant à améliorer le dialogue entre les hommes et leur environnement. Il s'implique donc dans la lutte pour la survie de la planète et accompagne tout projet de développement socio-culturel.

FORUM DES JEUNES DIRIGEANTS CHINE - AFRIQUE

Fructueux échanges entre le parti UNIR et le PCC

L'édition 2021 du Forum des jeunes dirigeants Chine-Afrique a eu lieu, les 24 et 25 novembre dernier, par visio-conférence. Cette rencontre internationale qui était à sa cinquième édition, s'inscrit dans le cadre des excellentes relations de coopération politique entre la Chine et le continent africain, en général, et entre le Parti Communiste Chinois (PCC) et des partis politiques africains partenaires dont Union pour la République (UNIR) du Togo.

La délégation togolaise, conduite par la militante Yawa Djigbodi Tségan, a, à cette occasion, prononcé un discours à l'ouverture des travaux, aux côtés des responsables du PCC, tels Tao Song, ministre du Département international du Comité Central du Parti Communiste Chinois. Cette allocution a été l'occasion de louer la convergence



de vue entre les deux leaders : SEM Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République Togolaise et Président du parti UNIR et SEM Xi Jinping, Président de la République Populaire de Chine et Secrétaire Général du PCC.

Elle a également exprimé la volonté du parti UNIR à préparer la jeunesse afin qu'elle soit bien outillée pour faire face valablement aux défis du moment.

"La priorité, aujourd'hui, serait d'investir pour le futur, plus

précisément dans le capital humain en plaçant les jeunes au cœur de toute action. Pour concrétiser cet objectif, il est urgent pour nous de revisiter nos politiques et programmes sociaux afin de promouvoir une relance plus inclusive et

plus durable", a-t-elle dit.

Plusieurs sujets étaient au menu de ce forum, notamment "les réalisations et les expériences centenaires du PCC", "la mission et les responsabilités des jeunes chinoise et africaine dans la coopération sino-africaine" et "les opportunités et défis auxquels font face les jeunes chinoise et africaine, ainsi que leur réflexion sur le monde d'aujourd'hui". Tous ces sujets ont fait l'objet d'échanges entre les délégations présentes à cette rencontre.

Union pour la République (UNIR) et le Parti Communiste Chinois (PCC) entretiennent un partenariat politique marqué par des visites réciproques des responsables des deux partis pour un partage d'expériences sur les questions politiques, diplomatiques et de développement.

La «Chinafrrique», l'heure de la remise en cause ?

Le sommet biennuel de la Chine-Afrique a commencé hier à Dakar dans un format plus modeste que les précédents, il se tient au niveau ministériel. L'absence de Xi Jinping est-elle un signe d'essoufflement des relations économiques ?

C'est principalement à cause du Covid 19 que le dirigeant suprême de la République populaire de Chine est resté chez lui. C'est aussi à cause de la pandémie que de grands investissements chinois prévus en Afrique sont aujourd'hui en souffrance. La ligne de chemin de fer à grande vitesse entre Monbassa et l'Ouganda n'est plus financée, tout comme l'autoroute entre Douala et Yaoundé au Cameroun ou encore un grand projet de chemin de fer en Ethiopie. Les banques chinoises sont devenues prudentes voire réticentes à s'engager en Afrique et les investissements réalisés dans le cadre de la Route de la soie ont fondu, passant de 11 milliards de dollars en 2017 à 3,3 milliards en 2020. Ce n'est pourquoi personne ne s'attend aujourd'hui à Dakar des annonces tonitruantes d'investissement chinois se chiffrant en dizaines de milliards de dollars comme c'était le cas lors des éditions précédentes.

La Chine n'est plus le partenaire idéal du développement africain ?

Ce qui a été accompli en vingt ans demeure. Avec des échanges portant sur 200 milliards de dollars par an la Chine est incontestablement le pre-

mier partenaire commercial de l'Afrique, son premier créancier et ses entreprises de BTP sont omniprésentes, elles captent maintenant le tiers des grands chantiers d'infrastructures. D'après l'Afrobarometer publié au Ghana, la présence chinoise reste très appréciée par la rue africaine. Mais les dirigeants africains sont en train de sortir de leur fascination béate pour cette grande puissance à première vue très accommodante. D'abord parce qu'ils réalisent que l'argent facile des Chinois est en fait très cher, ils prêtent mais à leurs conditions, en venant avec leur propre personnel au bénéfice de leurs propres entreprises, et en Pékin se pose volontiers en alternative au néo colonialisme, c'est justifié ?

Derrière ce récit officiel, ses motivations ne sont pas si éloignées de celles des partenaires historiques de l'Afrique, elle a d'abord été attirée par les richesses du sous-sol africain, pour satisfaire ses propres besoins, et sa présence économique très forte en Afrique n'a en rien modifié la donne économique du continent, il n'est pas sorti de la dépendance aux matières premières qui constitue 80% toujours de ses exportations. Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-

Yves le Drian, le dit sans ambages : la Chine agit « en prédateur ». La rudesse des propos tenus dans un entretien donné aux nos confrères du journal *Le Monde* a fait sursauter les Chinois. Leur franchise témoigne surtout de la rivalité croissante entre l'Occident et Pékin pour reconquérir la confiance des Africains et les parts de marchés qui vont avec.

Le modèle des routes de la soie a fait école ?

L'Europe est en train de peaufiner son *Global Gateway* avec l'Afrique, un partenariat présenté cet automne par la présidente de la Commission européenne. Les Etats-Unis déploient leur propre outil, *Build Back Better* -reconstruire en mieux- ; Anthony Blinken, le chef de la diplomatie américaine, a fait récemment une première tournée sur le continent dans la perspective d'un sommet Afrique-Etats-Unis en 2022. Les Occidentaux sont en train de se réveiller et de proposer à leur tour des partenariats plus séduisants aux Africains. Il est temps. Car la compétition s'est accrue sur ce grand marché africain en devenir. La Russie, la Turquie, le Brésil et dans une moindre mesure l'Inde sont aussi à l'offensive.

TCHAD

Le gouvernement annonce l'amnistie générale de rebelles emprisonnés ou en exil

L'annonce a été faite en direct dans le journal de la télévision tchadienne par le porte-parole du gouvernement. L'amnistie concerne tous les condamnés pour atteinte à l'intégrité de l'Etat et aussi des faits relatifs à la liberté d'opinion. Cette amnistie concernerait 39 personnes.

Le ministre a également annoncé une amnistie générale pour les personnes condamnées pour acte de terrorisme, de complicité de terrorisme et enrôlement de mineurs dans les groupes armés. Cette fois, cette décision concernerait, selon les autorités, plus de 250

Tchadiens condamnés par la Cour criminelle de N D j a m e n a

siégeant exceptionnellement à la prison de Koro Toro le 22 août 2019.

C'est un signe d'ouverture de la part des autorités puisque l'amnistie était l'une des revendications des responsables des groupes politico-militaires pour leur participation à un dialogue national dont la date n'a pas encore été fixée.

Cette revendication avait été faite lors des consultations qui se sont déroulées entre responsables de groupes rebelles et les membres du comité technique spécial dirigé par l'ancien président Goukouni. Ces consultations avaient eu lieu au Qatar, en France et en Égypte.

Pour vos annonces et publicités, contactez-nous au 90 11 87 88

RECONNAISSANCE PAR VOIE COUTUMIÈRE DE LA CHEFFERIE TRADITIONNELLE AU TOGO

3 chefs de cantons et un chef de village de la préfecture d'Agou ont reçu leur arrêté

La matinée du 26 novembre 2021 a été un jour particulier à Agou, environ 120 km au nord-ouest de Lomé. Et pour cause la remise d'arrêté de la désignation par voie coutumière de trois chefs de canton et d'un chef de village.

En effet le Centre de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC) a été pris d'assaut par les autorités politiques, administratives, militaires, traditionnelles et religieuses. Le jeu en valait la chandelle et le décor reflétait et exprimait au mieux l'envergure de l'évènement.

Monsieur Eklukoffitsè Anani, sous le nom de trône de Togbui Anani Koffitsè Eklukoffitsè Agbakla III, chef canton de Gadza ; Monsieur TUTUAKU Sitsofé Fayom, sous le nom de trône de Togbui Sitsofé Fayom TUTUAKU KOMASSI IV, chef de canton de Agou-Yboè, M. Nyagbloto Kossi

SenaGbadegbe IV, chef de Agou-Kebo, et de M. Adzoyi Komla Vincent, sous le nom de trône de Togbui Letsu VIII, chef du village de Agotimé LetsuKopé ont reçu leur arrêté.

Chapeauté par le préfet d'Agou M. Ali Muzu qui a tenu à prodiguer d'utiles conseils à ces nommés.

Le préfet a dit toute son admiration à ses prédécesseurs qui ont planté le décor de cette reconnaissance qu'il a parachevé ce jour et a remercié le chef de l'Etat pour son engagement pour le triomphe de la chefferie traditionnelle au Togo.

"Vénérés Chefs reconnus la loi fait de vous les premiers responsables de vos cantons et village et comme tel, vous devez veiller à la sauvegarde et à la promotion des valeurs qui fondent votre communauté et défendre avec loyauté les intérêts matériels et moraux de vos administrés et éloigner de



vous les génies de la haine, le division, le vengeance, les rancœurs de tout genre qui ne feront que retarder le développement socio-économique, culturel et traditionnel de vos populations.

Comme chef vous devez toujours pardonner, rester à l'écoute de vos populations et servir de courroie de transmis-

sion entre les autorités politiques administratives, judiciaires ; sécuritaires et vos cantons et village.

Le vice-président du conseil préfectoral des chefs traditionnels d'Agou Togbui PABI V transmis au Chef de l'Etat toute la reconnaissance des Chef d'Agou pour cette nième reconnaissance à l'égard de leur

préfecture.

Chacun des Chefs cantons et village nommés ont tour à tour remercié le Chef de l'Etat et ont dit toute leur reconnaissance aux autorités administratives et coutumières pour leurs soutiens multiformes pour la réussite de l'évènement.

ADAM

LUTTE CONTRE LA COVID-19

"Un T-Shirt Covid-19, plusieurs éduqués", l'Artiste plasticien Adotévi crée l'évènement

Face à la cadence générale de relèvement économique, tous les pays ou presque à l'instar du Togo ont allégé les mesures de restrictions pour une vie plus ou moins normale. Cette volonté affichée des Etats africains convoque le salut trouvé en la vaccination considérée comme l'unique

cette pandémie et s'est fait illustré à travers plusieurs projets à son actif. Des distributions de cache-nez et du gel hydraalcolique dans les marchés, dans les établissements et à l'ONG ANGE, il revient en force avec un projet unique dans son genre. Il s'agit du projet "Un T-Shirt Covid-19,

COVID-19 à travers bon nombre d'artistes africains.

Adotévi et son équipe à la station des taxi-motos pour la sensibilisation

Le projet qui est à seconde phase consiste à sensibiliser le grand public sur la pandémie au Coronavirus à travers

Les élèves du CEG " Sourire Plus " à Agoè lors de la sensibilisation

Ce vendredi 26 novembre 2021, avec son pinceau et son esprit créatif voire imaginaire, l'artiste plasticien Adotévi accompagné de son équipe restreinte composée des artistes

tion des Taxi-motos à Econof ou encore à l'orphelinat de l'ONG ANGE, l'équipe a fait une sensibilisation sur la pandémie à travers des écrits et des images artistiques, éducatifs imprimés sur des T-shirts.

L'artiste plasticien Adotévi (à droite) et son collègue C. ALIHONOU (à gauche) lors de l'interview à la fin de la sensibilisation

Arrivé sur le terrain ce vendredi, l'artiste plasticien Adotévi a remarqué que son message passé en décembre dernier est respecté par certains. Par contre, d'autres hésitent toujours à croire à l'existence de la maladie. " Mais nous pensons que notre objectif est atteint parce que jusque-là, ceux à qui nous avons parlé en décembre dernier, quand nous les avons rencontrés aujourd'hui, personne n'est tombée malade de COVID-19 comme ils avaient respecté ce que nous leur avons dit lors de la première sensibilisation ", a-t-il affirmé.

Lors de cette tournée, l'artiste plasticien a toujours rappelé aux groupes cibles l'existence de coronavirus et les mesures à prendre pour l'éviter.

Vivement que des bonnes volontés accompagnent la poursuite de cette œuvre salvatrice pour le bonheur des togolais.



alternative pour se prémunir de la tulle du Covid-19. C'est justement ce qui a motivé l'interpellation à une adhésion plus accrue de la population. Il est d'ailleurs lancé depuis le 25 novembre et ce pour le 05 décembre prochain une vaccination de masse sur toute l'étendue du territoire.

Se joignant aux efforts du gouvernement dans cette lutte, l'artiste plasticien ADOTEVI-AKUE Adokoé ne désarme pas. Son engagement était total à l'entame de

plusieurs éduqués ". A travers ce concept, l'artiste veut éveiller les consciences et rappeler les mesures de restrictions qui ne doivent pas être oublié en ce moment d'allègement. Accompagné d'autres artistes ce 26 novembre 2021, poursuit sa mue ? Selon lui,

" Un T-shirt Covid-19, plusieurs éduqués ", est un projet financé en partie par African Culture Fund (ACF), une structure Malienne à la suite d'un appel à projet qui vise à faire passer des messages



des écrits et des images artistiques, éducatifs imprimés sur des T-shirts de différentes couleurs. L'idée même du projet, est de distribuer ces T-shirts à toute personne fondue dans la masse populaire afin qu'elle puisse informer cette dernière sur ce dangereux virus et à respecter les gestes barrières...

Au total, quatre (04) groupes sont ciblés. Il s'agit d'un Collège scolaire, d'un marché, d'un groupe de Taxis motos et d'un orphelinat.

plasticiens ALIHONOU Agbégnyan et de SEGBAYA Kokou Ehonam a fait une sorte de suivi de l'exécution de son projet sur le terrain à travers une nouvelle sensibilisation sur la riposte contre la pandémie et les mesures à prendre pour l'éviter. Une sensibilisation couplée de distribution de T-Shirts, de gels hydraalcoliques, des caches-nez. Que ce soit au CEG " Sourire Plus " avec les élèves, au marché de Nukafu avec les revendeuses, à la sta-

TOGO : ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE L'INAM, l'efficacité dans la continuité

Après l'adoption à l'unanimité le 12 octobre 2021 du projet de loi instituant l'assurance maladie universelle (AMU) au Togo, sa gestion est confiée à l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM).

Reun en Conseil des Ministres le samedi 27 novembre 2021 à Kara, le gouvernement a examiné et adopté un projet de décret confiant la gestion de l'Assurance maladie universelle (AMU) à l'Institut national d'assurance maladie (INAM).
Saisissant du projet de décret, il a pour objet de confier la gestion de l'assurance maladie universelle à l'Institut national d'assurance maladie

(INAM). " Il permet l'opérationnalisation immédiate de la loi AMU, à travers la mise en place des outils nécessaires pour faciliter l'enrôlement, la collecte des cotisations et la gestion de l'information ", a précisé le communiqué sanctionnant le Conseil des Ministres.

Cette phase marque sous peu l'effectivité et la phase pratique de l'Assurance Maladie Universelle au Togo. Elle marque une nouvelle étape vers la matérialisation de l'ambition de couverture sanitaire universelle au Togo, et couronne le processus marqué par l'adoption à cet effet.

A cet effet, la Présidente de



l'Assemblée Nationale Mme Yawa Tsègan signifiait en ses termes " L'instauration d'une couverture maladie univer-

selle doit permettre de passer du droit à la santé juridiquement affirmé, au droit, réellement exercé, de se soigner

. Elle permettra à la population togolaise de bénéficier désormais de soins de santé de qualité à un coût abordable. "

Selon le texte de loi l'instituant, il était prévu également la création d'une agence nationale d'assurance maladie qui doit assurer sa gestion. En un mot, ce décret en conseil des ministres vient mettre fin à l'instauration de cette agence et est confié à l'INAM.

Pour ceux qui connaissent l'engagement, le dévouement et la détermination du ministre Myriam Dossou de mettre en œuvre ce vœux ardent du Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé celui de voir les togolais se libérer des difficultés de se soigner, c'est un ouf de soulagement. Ceci prouve l'efficacité et la rigueur dans la gestion, deux valeurs dont elle attache du prix.

LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINNE (IATF) 2021

Les investisseurs voient une opportunité claire de profiter de la ZLECAf

La Foire commerciale intra-africaine (IATF) 2021, qui a eu lieu du 15 au 21 novembre 2021, a accueilli le 18 novembre une journée consacrée aux investissements et aux opportunités d'investissement : le Forum d'investissement s'est penché sur l'investissement en Afrique paysage, en mettant l'accent sur les opportunités dans quatre secteurs stratégiques : l'agriculture, la logistique, la technologie et le tourisme.

Avec plus de 10 000 participants inscrits, l'IATF était le plus grand événement B2B et B2G en Afrique de l'année. La cérémonie d'ouverture a réuni sept chefs de gouvernement du Malawi, du Nigeria, du Rwanda, d'Afrique du Sud, de Zambie, de Zanzibar et du Zimbabwe. Le programme de sept jours organisé par la Banque africaine d'import-export aux côtés de l'Union africaine a mis en lumière, à travers divers débats et discussions, comment l'Accord commercial continental africain permettra de libérer le potentiel économique de l'Afrique, permettant un plus grand commerce transfrontalier et le

développement des capacités industrielles qui profitera des richesses naturelles du continent.

Au cours d'une des tables rondes, le Dr Benedict Oramah, président d'Afeximbank, a noté que : « L'IATF n'est pas une fin en soi mais plutôt un moyen pour parvenir à une fin. Et la fin du jeu est l'Afrique que nous voulons ; une Afrique intégrée qui commerce avec elle-même, qui utilise le commerce pour restaurer la dignité des Africains, et pour que le commerce devienne un instrument de développement et qui aide l'Afrique à se faire respecter au niveau international. Pour que d'autres ne voient pas l'Afrique comme un casier mais plutôt comme un grenier à pain. »

Le Forum d'investissement a eu lieu le quatrième jour du programme IATF 2021, présentant les opportunités d'investissement sur le continent et promouvant les investissements transfrontaliers par les champions nationaux africains, en se concentrant sur certains secteurs clés et en apprenant des investisseurs et des entreprises

qui sont engagés et investis dans le continent africain. Le Forum d'investissement a également servi de plate-forme pour le lancement du livre de projets IATF 2021, qui, en coopération avec les agences africaines de promotion des investissements, présente une multitude de projets prêts à investir.

Alors que l'impact de la pandémie de COVID-19 et de la reprise était un thème commun à travers le Forum d'investissement, le Dr Acha Leke, associé principal et président, McKinsey & Company, Afrique, a parlé de l'optimisme général que ressentent les investisseurs à propos de l'Afrique, « La bonne nouvelle est que nous n'avons pas perdu 150 millions d'emplois [en Afrique pendant la pandémie], nous en avons perdu environ 30 millions. Donc globalement, nous n'avons pas été aussi touchés que nous le craignons par la crise ce qui rend d'une part plus excitant pour les investisseurs de venir et de continuer à investir sur ces marchés. Cependant, dans sa présentation, Leke a souligné

que les performances économiques de l'Afrique au cours des dernières années, avant même que le Covid-19 ne soit sur une trajectoire descendante, ce que les gouvernements et les investisseurs devront travailler dur ensemble pour inverser.

L'une des voies vers la transformation consiste à tirer parti de la technologie. Les panélistes ont parlé de l'innovation en cours dans la technologie en Afrique. « Au cours des deux dernières années, nous avons assisté à une accélération significative de l'adoption du numérique et cela est principalement dû à la pandémie », a commenté Fabian Whate, directeur de la société d'investissement technologique sud-africaine Naspers Foundry, tout en soulignant qu'au moins 60 % des l'investissement en capital-risque (CR) en Afrique se fait dans le secteur des technologies financières. Cela a été repris par l'hon. Bogolo Joy Kenewendo, ancien ministre du Commerce, Botswana, « Covid nous a certainement mis au défi, de nom-

breux gouvernements ont été mis au défi de commencer à fournir des services aux personnes et ils ont été contraints de commencer à parler de numérisation. »

Peut-être qu'aucune industrie n'a été plus touchée par la pandémie que le tourisme et sur le panel dédié au secteur du tourisme, Cuthbert Ncube, office du tourisme africain, Afrique du Sud, a exhorté les offices du tourisme africains et les gouvernements à travailler ensemble pour aider le tourisme du continent à se remettre de la pandémie, « Nous devons commencer à briser les barrières qui nous séparent. Au cours des deux dernières années et demie, nous avons subi le pire impact négatif sur notre secteur touristique. Cela a paralysé nos économies touristiques. »

Les organisateurs ont annoncé 36 milliards de dollars d'accords signés au cours de la semaine, ce qui a permis à un peu moins de 12 000 d'assister à l'événement en personne. Le salon comptait 1 161 exposants avec des participants de 128 pays. Outre le Salon et le Forum, des programmes spécifiques dédiés à la fabrication automobile ont été organisés ; Médicaments ; Industries créatives ; start-up ; et les Jeux tout au long de la semaine.

La BAD enregistre des résultats remarquables en dépit de la pandémie de Covid-19

Selon la Revue annuelle sur l'efficacité du développement, la Banque africaine de développement enregistre des résultats remarquables en dépit de la pandémie de Covid-19

Près de 16,5 millions de personnes ont connu des améliorations dans l'agriculture.

Plus de 9 millions de personnes ont eu accès à de meilleurs services de transport.

Plus de 8 millions de personnes ont bénéficié d'un accès nouveau ou amélioré à l'eau et à l'assainissement.

Covid-19 : la Banque africaine de développement a

fourni une aide d'urgence à 12,3 millions de ménages vulnérables dans 31 pays.

Le marché africain attire les investissements dans le secteur de la fabrication de produits pharmaceutiques.

La Banque africaine de développement a joué un rôle essentiel dans le soutien apporté à des millions d'Africains, affectés par les conséquences de la pandémie de Covid-19 en 2020, souligne l'édition 2021 de la Revue annuelle sur l'efficacité du développement publiée ce mardi par l'institution.

La pandémie a entraîné un doublement des déficits budgétaires et une forte augmentation de la dette, réduisant la capacité des pays africains à investir dans la relance économique. La Banque africaine de développement a réagi rapidement, mettant en place une Facilité de réponse au Covid-19, qui a fourni 3,6 milliards de dollars américains de soutien budgétaire.

Suite à la page 6

L'industrie du pétrole et du gaz naturel approuve le Forum des entreprises de l'énergie de la CEMAC au Congo, Brazzaville

Exhorte les participants à travailler sur de nouveaux accords commerciaux au sein de la région CEMAC. L'industrie du pétrole et du gaz naturel est fière d'appuyer le prochain Forum de l'énergie des entreprises de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), qui se tiendra du 29 au 30 novembre 2021 au Congo – Brazzaville organisé par M & L Consulting. En tant que plate-forme de réunion dédiée à la sous-région CEMAC, et avec pour objectif principal d'accueillir des discussions interactives entre les parties prenantes régionales, la conférence sera essentielle pour la croissance et l'amélioration

du secteur énergétique régional. La région CEMAC – comprenant six États dont le Gabon, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, la République du Congo et la Guinée équatoriale – représente l'une des régions les plus riches d'Afrique en ressources naturelles.

Abritant certains des plus grands projets de développement d'Afrique, la région déploie des efforts accélérés pour développer ses ressources d'une manière durable et mutuellement avantageuse et le Forum servira à renforcer cette tendance. La région CEMAC est à la pointe des progrès énergétiques africains,

notamment dans le domaine du Gaz Naturel Liquéfié (GNL). Le potentiel de GNL de la région est immense, avec des réserves de gaz naturel estimées à 10 000 milliards de pieds cubes (tcf) au Congo ; 1,5 tcf en Guinée équatoriale ; et 4,7 tcf au Cameroun. Une grande partie du potentiel des États régionaux reste largement inexploité, en particulier dans des pays comme le Cameroun. Déjà, nous avons vu des pays poursuivre des développements accélérés de GNL avec le projet Gas Mega Hub de la Guinée équatoriale – conçu pour exploiter les ressources gazières nationales inexploitées et celles de la ré-

gion ; Le premier projet de GNL flottant d'Afrique au Cameroun ; et le Plan directeur du gaz du Congo qui vise à maximiser les ressources grâce au développement du GNL.

Des accords comme Yoyo Yolanda doivent aller de l'avant avec Chevron, les projets Etinde au Cameroun doivent être accélérés avec le consortium New Age et Lukoil. De nombreuses sociétés énergétiques ont choisi la CEMAC pour investir dans ExxonMobil, EGLNG, Marathon Oil, Chevron, Total, Eni, BW Offshore, Atlas Petroleum, Kosmos Energy, Noble Energy, Glencore, Perenco, Gunvor et

Trident Energy, entre autres. En outre, la région de la CEMAC reste déterminée à stimuler les développements pétroliers, reconnaissant la valeur de la ressource pour stimuler la croissance socio-économique et réduire la pauvreté énergétique. Dans la région, trois États sont membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, le Congo étant le siège de l'Organisation africaine des producteurs de pétrole. Alors que la région poursuit l'expansion du secteur pétrolier, les flux de capitaux devront être accrus et la coopération régionale renforcée. Ainsi, le rôle du Forum Entreprises Energie de la CEMAC est mis en lumière.

Coup de projecteur sur La Protectrice Assurances de Dr José Syménouh

L'assurance joue un rôle clé dans nos sociétés. Elle fournit une prestation lors de la survenance d'un événement incertain et aléatoire. C'est pour cette raison d'ailleurs que de nos jours au Togo, on y rencontre plusieurs structures d'assurance avec des champs d'action divers. Parmi celles-ci apparaît à la une dans le pays : La Protectrice Assurances

avec à ses manettes José Syménouh qui en est le PDG.

A en croire son patron réputé expérimenté dans le domaine, La Protectrice Assurances et son équipe de professionnels se positionnent au côté des particuliers, des petites entreprises afin de les accompagner, conseiller, orienter dans la prise de leur couverture d'assurance et dans le

choix de la compagnie d'assurance appropriée à la couverture de leurs risques en tenant compte aussi de la marge de solvabilité des assureurs.

Elle intervient au niveau de plusieurs secteurs d'activités que sont entre autres les institutions financières, l'agroalimentaire, les mines, la communication, l'immobilier...

Métamorphosée à plate cou-



ture depuis que son actuel premier responsable qui a une trentaine d'années de carrière a pris ses rênes, La Protectrice

Assurances de par ses prestations bien appréciées par les consommateurs s'avère être la patronne des compagnies d'assurance au 228. En 2019, elle a d'ailleurs été primée entreprise la plus dynamique dans le secteur des assurances au Togo.

Présente également au pays des hommes intègres et au Bénin, désormais une véritable multinationale, La Protectrice ambitionne de couvrir à l'horizon 2025, 14 pays de la zone CIMA.

La BAD enregistre des résultats remarquables en dépit de la pandémie de Covid-19

Suite de la page 5

taire d'urgence aux pays. Ces fonds ont été affectés à des secteurs essentiels tels que la santé, la protection sociale et l'assistance économique, ce qui a permis de venir en aide à 12,3 millions de ménages vulnérables dans 31 pays du continent.

En Côte d'Ivoire, au Ghana et au Sénégal, par exemple, la Banque a contribué à subventionner les factures d'eau et d'électricité des ménages vulnérables. En Sierra Leone, elle a financé la formation et la protection de 11 000 agents de santé, en première ligne face à la maladie. Avec l'aide de la Banque, la capacité quotidienne de dépistage du Covid-19 en Éthiopie a quadruplé, et le Maroc a pu moderniser ses infrastructures de santé pour une meilleure prise en charge des patients.

La Revue note que les micro et petites entreprises soutenues par la Banque ont généré des revenus de deux milliards de dollars en 2020, leur permettant de faire face à la pandémie. Grâce au programme « Technologies pour la transformation de

l'agriculture africaine » (TAAT), le soutien de la Banque pour la sécurité alimentaire et le développement agricole a touché 11 millions d'agriculteurs dans 28 pays et permis de réduire les importations alimentaires de 814 millions de dollars sur le continent.

Alors que de nombreux pays africains sont encore aux prises avec la pandémie, le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Dr Akinwumi A. Adesina, est optimiste quant au retour rapide de l'Afrique à la croissance et à la prospérité. « La détermination de la Banque africaine de développement à soutenir le continent pour qu'il réalise pleinement son potentiel est plus forte que jamais. Nous sommes impatients de travailler main dans la main avec les pays africains pour les aider à atteindre leurs objectifs. »

L'an dernier, les projets financés par la Banque ont permis de raccorder 260 000 personnes au réseau électrique. Quelque 16,4 millions de personnes ont connu des améliorations dans l'agriculture tandis que

9,2 millions d'Africains ont eu accès à de meilleurs services de transport et 8,3 millions ont bénéficié de services nouveaux ou améliorés d'eau et d'assainissement.

« La Revue sur l'efficacité du développement intervient dans un contexte de pandémie mondiale et de crise économique sans précédent. Malgré tous ces défis, la Banque a accompli des réalisations remarquables en 2020 tant au niveau opérationnel qu'institutionnel »

, a déclaré la première vice-présidente de l'institution, Mme Bajabulile « Swazi » Tshabalala. En notre qualité de banque de développement, nous sommes fiers de nos réalisations et nous devons continuer à améliorer la qualité de nos opérations et à accroître l'impact de nos travaux sur le développement. »

Des performances améliorées, des chaînes de valeur mondiales prometteuses

Selon l'édition 2021 de la Revue annuelle sur l'efficacité du développement, la Banque africaine de développement a continué à améliorer son efficacité

et ses performances, à augmenter ses revenus et à réduire ses dépenses administratives. Pour la deuxième année consécutive, la Banque a conservé sa note de crédit « AAA » auprès de toutes les agences de notation internationales.

Alors que les pays africains amorcent un retour à la croissance après la pandémie, la priorité de la Banque pour 2022 sera d'aider ces pays à identifier les mesures politiques et les investissements adéquats pour parvenir à une croissance économique inclusive et durable.

La Revue analyse également divers aspects des économies africaines et propose des réformes essentielles pour accroître les bénéfices économiques. Par exemple, pour que l'Afrique participe aux chaînes de valeur mondiales, la revue recommande une plus grande ouverture aux investissements directs étrangers et une plus grande libéralisation des échanges afin de réduire les droits de douane sur les intrants.

« Il est également important pour les pays africains d'identifier les produits qu'ils

sont le mieux à même d'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales », note la Revue, tout en ajoutant que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) leur offre une structure adéquate pour développer des chaînes de valeur efficaces à l'échelle régionale et mondiale.

La Revue souligne également que les produits pharmaceutiques sont l'un des secteurs offrant de nouvelles opportunités car l'Afrique importe la majorité de ce type de produits.

Publiée chaque année depuis 2011, la Revue annuelle sur l'efficacité du développement analyse la contribution de la Banque au développement du continent. Elle suit les progrès du système d'évaluation des résultats de l'institution et évalue la contribution de ses activités aux « High 5 », qui sont ses cinq priorités stratégiques : « éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie », « nourrir l'Afrique », « industrialiser l'Afrique », « intégrer l'Afrique » et « améliorer la qualité de vie des populations africaines ».

La Revue examine également l'impact des objectifs transversaux et à long terme de la Banque en matière de développement durable et de croissance verte.

DRC – AFRICA BUSINESS FORUM

De hauts dirigeants africains souhaitent développer des batteries et véhicules électriques sur le continent

« Passons de l'économie brune à l'économie verte ! » - Félix Tshisekedi, président de la République démocratique du Congo

« Saisissons l'occasion de transformer nos minerais ! » - Hakainde Hichilema, président de la République de Zambie

« Appuyons sur les pédales ! Accélérons ! » - Akinwumi Adesina, président du Groupe de la Banque africaine de développement

Plusieurs hauts dirigeants africains ont appelé à « transformer le rêve en réalité » lors du forum des affaires sur les batteries et véhicules électriques en Afrique, appelé « DRC-Africa Business Forum », qui s'est ouvert, mercredi à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC).

Le président de la RDC, Félix Tshisekedi, a inauguré le forum aux côtés de son homologue zambien, Hakainde Hichilema, de représentants des chefs d'État du Gabon et

du Maroc, et du président du Groupe de la Banque africaine de développement, Dr Akinwumi A. Adesina, dont l'institution est partenaire de l'événement.

« Ce Forum constitue une véritable opportunité d'accorder nos vues sur les enjeux du développement en Afrique et sur le processus de la transformation structurelle du continent. Il constitue un cadre adéquat pour passer d'une croissance brune à une croissance verte, plus résiliente et diversifiée », a déclaré le président Tshisekedi. Il a souligné que la transition mondiale vers une économie verte était une exigence.

« L'Afrique compte 60 types de minerais et dispose du tiers des réserves mondiales de minerais, a-t-il rappelé. Ces assises nous donnent l'occasion de capitaliser les occasions d'investissement. Une meilleure intégration des producteurs de minerais contribuera à l'augmentation des

richesses et à la création d'emplois et de nouvelles compétences pour les jeunes », a ajouté Félix Tshisekedi.

Le président zambien s'est dit convaincu des « bénéfices fondamentaux » que produirait le forum pour le continent. Il a appelé les pays africains à saisir l'occasion de transformer leurs ressources minières. « L'objectif de ce dialogue consiste à changer les choses. Nous devons apporter de la valeur à nos produits, ce que nous n'avons pas fait pendant des siècles. Maintenant, nous devons casser l'image d'un simple continent producteur de matières premières », a estimé Hakainde Hichilema.

Rappelant que la Zambie était « disposée à investir, à coopérer avec la RDC et avec les autres pays de la sous-région sur cet objectif », le président Hakainde Hichilema a tracé plusieurs axes de travail, parmi lesquels : encourager et faciliter les investissements ;

mettre en œuvre la vision de transformation et les aspirations pour le renforcement des capacités de production collectives ; élaborer des politiques et instruments continentiels pour appuyer la transformation des matières premières, en partenariat avec les partenaires et banques de développement ; entreprendre des réformes clés.

« Nous restons mobilisés avec d'autres partenaires pour soutenir le développement de l'industrie des batteries en Afrique, en commençant en République démocratique du Congo, a soutenu le président de la Banque africaine de développement, Dr Akinwumi A. Adesina. Les véhicules électriques sont une révolution et une occasion unique pour l'Afrique de transformer ses richesses naturelles en une prospérité durable pour tous. Ce qui serait, en soi, une grande révolution. Appuyons sur les pédales ! Accélérons et transformons ce rêve en

réalité ! »

Le DRC – Africa Business Forum est organisé par le ministère congolais de l'Industrie, en partenariat avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, la Banque africaine de développement, Afreximbank, Africa Finance Corporation, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, la Facilité africaine de soutien juridique et le Pacte mondial des Nations unies.

L'événement entend apporter des solutions pour améliorer les conditions de vie des Africains en développant des chaînes de valeur liées aux ressources minières utilisées dans les batteries électriques (cobalt, cuivre, lithium, manganèse, nickel, graphite). Un moyen de tirer parti de la transition mondiale vers les énergies vertes, l'utilisation de l'électricité dans les systèmes de transport et la décarbonation des économies.

FORUM DE PARTAGE DES INNOVATIONS ET DES BONNES PRATIQUES DE RÉSILIENCE AU SAHEL

Mutualiser les efforts et optimiser les impacts

Quoi ? Forum de partage des innovations et des bonnes pratiques de résilience au Sahel

Qui ? La Banque africaine de développement, l'Alliance Sahel, le Comité permanent inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel, la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, la Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel et le Programme alimentaire mondial.

Quand ? Les 29 et 30 novembre 2021, de 8h30 à 17h (GMT)

Où ? En visioconférence

La Banque africaine de développement en partenariat avec l'Alliance Sahel, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), la Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel (UNISS) et le Programme alimentaire mondial (PAM), organise, les 29 et 30 novembre prochains, un **Forum de partage des innovations et des bonnes pratiques de résilience au Sahel**.

Le forum a plusieurs objectifs :

- Identifier et partager des innovations technologiques et les meilleures pratiques éprou-

vées quant à leur capacité à accroître la résilience des communautés vulnérables dans un contexte où les sources de fragilité ne cessent de se multiplier au Sahel (changement climatique, insécurité et instabilité politiques, pandémie de Covid-19, insuffisance de facteurs d'inclusion sociale et d'équité en termes d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes mais aussi des jeunes).

- Échanger sur les facteurs de succès de ces innovations et bonnes pratiques, les modalités et les opportunités de mise à l'échelle.

- Évaluer l'état de mise à l'échelle de ces innovations et bonnes pratiques et proposer des mécanismes opérationnels de mise à l'échelle.

- Alimenter la réflexion globale sur les questions relatives à la coordination des interventions entre acteurs sur la base des contraintes relatives au mandat et procédures particulières de chaque intervenant en vue de mutualiser les efforts et d'optimiser les impacts.

- Réfléchir sur des financements innovants et inclusifs, notamment en faveur des femmes dans le contexte où la montée de l'insécurité et la multiplication de groupes armés monopolisent l'attention des gouvernements et mobilisent les ressources des par-

tenaires techniques et financiers.

- Promouvoir les cadres de collaboration entre les partenaires techniques et financiers travaillant sur le financement de la résilience dans les pays du Sahel.

Outre les représentants des institutions organisatrices du

forum, les participants seront issus des agences gouvernementales impliquées dans la mise en œuvre des actions de résilience dans les pays du Sahel, des partenaires au développement, ainsi que des partenaires non gouvernementaux (organisations de la so-

ciété civile y compris celles œuvrant dans le domaine du genre, représentants des communautés, du secteur privé) et autres initiatives impliquées dans la mise en œuvre des projets de résilience au Sahel.

PUB NEW WORLD P7

SAFER

Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier



La SAFER

La Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier, SAFER, un fonds d'entretien routier de dernière génération, est une initiative du gouvernement togolais, préoccupé par détérioration sans cesse croissante du patrimoine routier national.

Créée par décret N° 2012-013/PR du 26 mars 2012, la SAFER est en effet, un établissement public, doté d'une personnalité juridique, d'une autonomie financière et administrative.

Elle dispose de plusieurs instances dirigeantes, à savoir un conseil de surveillance, qui est l'organe suprême composé des ministères dont les charges concernent notamment les Infrastructures routières ; les Transports ; les Pistes rurales et l'Urbanisme. Elle est aussi dotée d'un conseil d'administration constitué de trois représentants du gouvernement, de deux représentants du secteur privé et de deux représentants des usagers de la route. La SAFER est également dotée d'une direction, ordonnateur du budget de la société et

responsable de sa gestion devant le conseil d'administration.

Elle se fait représenter, sur toute l'étendue du territoire, par des postes de péage, à l'instar du poste de péage de Dfalé, qui se charge de la collecte des fonds auprès des usagers de la route, ainsi que d'autres en cours de construction. Elle se fait aussi identifier sur le terrain par des services d'entretien routier, chargés du balayage des routes et du curage des caniveaux.

La SAFER est également un client de « Go Africa Online », qui lui offre ses services en termes de communications, donnant ainsi des renseignements à toute personne morale ou non pour mieux connaître la SAFER. La SAFER est membre de l'Association des Fonds d'Entretien Routier Africain (AFFRA) et fait partie à ce titre, du Groupe local d'Afrique de l'Ouest (GFAO), un démembrement sous régional de la même organisation.

- ENTRETIEN ROUTIER
- GESTION DES POSTES DE PEAGE
- APPUI A CERTAINS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Route nationale n°1 (Agoè Cacaveli) Lomé-Togo 08BP:8646 Tél: +228 22 51 88 55 / 56

LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS
RESPECTEZ LES MESURES BARRIÈRES

Vision
d'Afrique
Hebdomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités

Siège social :
2ème van derrière
EPP Kélagougan
Récépissé:
N° 0508,02/02/15 HAAC
BP : 80349 Lomé-Togo
Tel: 90 11 87 88

Directeur Général;
chargé de la publication
Adam ADJRONOU
Tel : 90 11 87 88
Email:
adamadjronou@gmail.com
Site: www.afrique-vision.com

Rédaction
Ali Baba
Adam ADJRONOU
Norbert DANSOU
Guidi AMA

Infographie:
Benjamin K. tchabi
Imprimerie
Direct print
Tirage:
2500 exemplaires